

Mutation #2



Fractures et solidarités territoriales

Les constats "macro"

Extraits de l'étude de Laurent Fraisse, Marie-Catherine Henry et Jean-Louis Laville

↳ Mise à distance du récit dominant de la « métropolisation » :

Concentration des revenus, des emplois et des populations dans les principales métropoles.

Discours sur les nouvelles « fractures territoriales », « l'archipélisation » des modes de vie, l'opposition entre centres urbains et la France dite « périphérique », etc.

L'ESS principalement positionnée comme frein à la relégation des territoires (Davezies, 2014).

↳ L'ESS vecteur d'un autre récit de territoire ?

Une économie de proximité utile, solidaire et soutenable.

- Des « solidarités interterritoriales » qui facilitent les liens entre résidents historiques et nouveaux arrivants.
- L'ESS comme pourvoyeur de services de proximité aux nouveaux habitants.

Au-delà d'une vision statistique et administrative du poids socio-économique de l'ESS, mieux comprendre comment l'ESS est productrice de territoire ?

↳ L'ESS peut être dynamique aussi bien en milieux urbain que rural.

Ancrage territorial, activités et emplois peu délocalisables.

Localisation des entreprises pas uniquement liée à la taille du marché, à la qualité des infrastructures et aux coûts des facteurs de production.

Création d'activités là où les gens vivent et travaillent en réponse aux besoins de la population et de territoires qui font sens et pas seulement à une demande solvable.

↳ L'enjeu des solidarités entre ville et campagne reposé par les mouvements sociaux récents et la crise sanitaire.

Une moindre attractivité de certaines métropoles et un exode urbain en faveur de villes de taille moyenne.

Les solidarités de proximité et le lien social face au tout distanciel et à l'isolement des plus vulnérables.

Une mondialisation de l'économie contestée et une aspiration à relocaliser l'économie.

Quels sont les signaux faibles de la mutation pour les habitants ?



Inégalités d'accès aux services

Sur certains territoires, les services publics et les commerces sont inexistantes. Ces territoires n'ont plus d'espace de lien social et pâtissent de la raréfaction des réseaux de transports en commun. Ces situations provoquent l'isolement de certaines personnes.

Cette inégalité d'accès concerne également les soins et la santé.

Les habitant.e.s de ces territoires vivent cela comme une forme d'injustice et ont du mal à faire vivre leurs droits fondamentaux.



Difficultés d'accès au foncier

La concentration urbaine entraîne une raréfaction du foncier et une hausse du prix de l'immobilier. Les personnes se sentent mises en concurrence les unes avec les autres pour accéder à un logement et les activités peu ou pas lucratives ont des difficultés à trouver des locaux. Ce phénomène pousse de plus en plus d'habitant.e.s vers la périphérie des villes créant ainsi une mobilité pendulaire problématique en termes environnementaux et à l'heure où le prix du carburant est en forte hausse. Les territoires ruraux ne sont pas épargnés par ce problème d'accès au foncier : les terrains agricoles disparaissent au profit de l'étalement urbain.



Tensions entre populations

Les inégalités territoriales sont vécues par les habitant.e.s comme des injustices et provoquent des tensions entre populations. Les pôles urbains prospères attirent toujours plus d'activités à forte valeur ajoutée quand les difficultés d'autres territoires ne cessent de s'accroître. Le mouvement des gilets jaunes est emblématique de ces tensions.

D'AUJOURD'HUI À 2040...

Les mesures mises en œuvre !

Imaginées par les participants
du Séminaire prospectif
du 16 février 2022



Au niveau national

✓ **Maintien et renforcement des services publics**

La forme que cela pourrait prendre :

Des lieux permettant l'accès universel et rapide (en moins d'un quart d'heure) à des services publics de proximité maillent tout le territoire. Chaque personne peut accéder rapidement à un médiateur numérique pour être aidé dans ses démarches en ligne. L'accès aux réseaux de transports publics ou collectifs est garanti sur tout le territoire.

✓ **Garantie de la mixité sociale et fonctionnelle des territoires**

La forme que cela pourrait prendre :

Les contrats de réciprocité entre territoires sont généralisés. Les documents cadres et autres schémas directeurs des territoires sont co-construits avec les acteurs et les citoyen.ne.s.

✓ **Encadrement des prix des loyers**

La forme que cela pourrait prendre :

Pour les particuliers, l'encadrement des prix est réelle et généralisée. Les outils comme les organismes fonciers solidaires, limitant spéculation sont développés et mixent logement et activités. Les projets générateurs de lien social ont un accès privilégié au foncier, notamment via des dispositifs de type Bail commercial d'utilité sociale.

✓ **Les initiatives d'entrepreneuriat collectif sont massivement soutenues**

La forme que cela pourrait prendre :

Les SCIC sont appuyées financièrement par les pouvoirs publics (tous les verrous juridiques ont été levés). Les porteur.euse.s de projets sont accompagnés par les pouvoirs publics dans la durée. Les démarches participatives et collectives bénéficient d'une véritable ingénierie.

✓ **Les pouvoirs publics communiquent sur l'ESS de manière volontariste**

La forme que cela pourrait prendre :

Le potentiel et les principes d'action de l'ESS sont connus et compris par une majorité de citoyen.ne.s. Des campagnes de communication gouvernementales sur l'ESS sont régulièrement organisées.



Au niveau des collectivités

✓ **Toutes les intercommunalités ont des politiques de soutien à l'ESS, en complémentarité et dialogue avec les autres niveaux de collectivités territoriales.**

✓ **Soutien facilité aux entrepreneur.euse.s dans un cadre collectif pour favoriser leur implantation en milieu rural et ne pas laisser la place uniquement à l'auto-entrepreneuriat.**

✓ **Organisation de négociations entre collectivités territoriales et promoteurs privés lucratifs afin d'atterrir sur un encadrement généralisé des loyers.**

✓ **Appui des collectivités aux foncières coopératives et citoyennes et plus largement à tout projet de foncier solidaire innovant.**

✓ **Obligation pour les Plans Locaux d'Urbanisme d'imposer la mixité des usages dans les nouvelles constructions.**

✓ **Dotations accrues pour l'émergence de projets d'utilité sociale en territoires ruraux.**

2040

UN FUTUR SOUHAITABLE !

L'accessibilité (aux services, au travail) est optimale



Les territoires développent des stratégies d'accueil de nouvelles populations grâce à des services adaptés à leurs besoins : transports, services publics, soins, etc.

Les réseaux de mobilité entre la campagne et la ville sont adaptés aux usages des habitant.e.s. Les temps de vie sont rééquilibrés (moins de temps de transport, plus de temps de lien social). On parle de "villes et de villages du quart d'heure".

La solidarité et l'écologie sont les valeurs cardinales des territoires



Les territoires sont solidaires et complémentaires entre eux, garantissant ainsi leur résilience.

Chaque citoyen.ne a compris les bénéfices de la transition écologique. La sobriété n'est plus un repoussoir mais un challenge positif.

Des tiers-lieux solidaires, des espaces de travail coopératif naissent partout, et connaissent une forte croissance en milieu rural.

La participation des citoyens à la vie démocratique locale est une réalité



Les élu.e.s et citoyen.ne.s ont plus de pouvoirs de décision et d'action que les lobbies économiques et professionnels.

La participation des habitant.e.s à la démocratie est reconnue sur tous les territoires.

Nous sommes dans l'ère de la démocratie populaire et locale !

Chaque citoyen réside dans un logement décent à un coût raisonnable

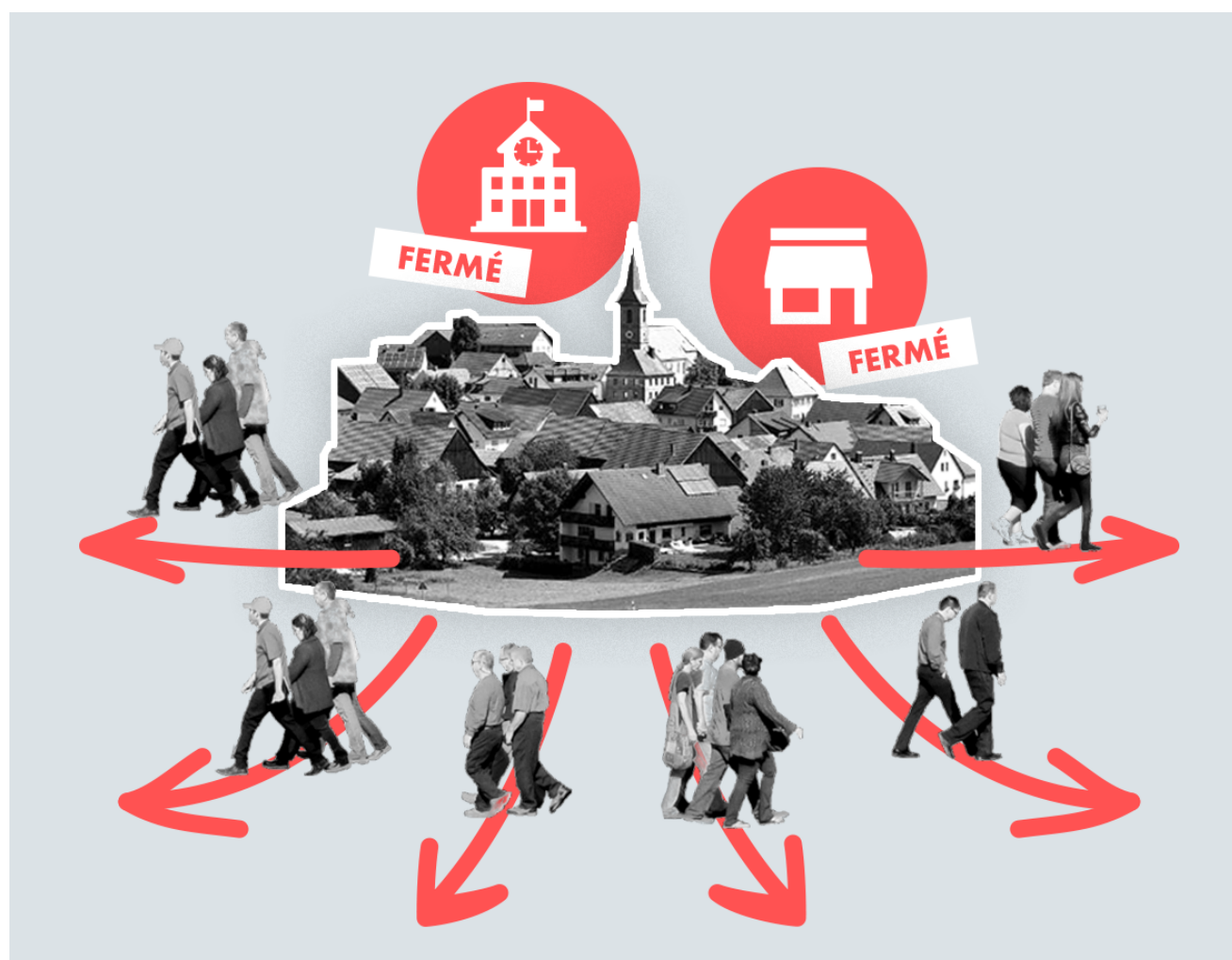


Les loyers sont encadrés partout. Chacun peut vivre où il l'entend en ayant la garantie d'un logement adapté à ses besoins et d'être connecté à tous les services du quotidien (services publics, commerces, numérique, etc.).

2040

ÇA AURAIT PU AUSSI SE PASSER...

Les campagnes se sont vidées de leurs habitants



Les derniers commerces et services de proximité ont fermé. Les écoles ont disparu créant un exode rural massif qui a fini de dévitaliser les zones rurales.

Les villes sont encerclées de voitures



Les réseaux de transports en commun sont défaillants car plus soutenus par les pouvoirs publics. Le seul moyen de se déplacer est la voiture individuelle (hors de question de la partager avec un inconnu !), créant des embouteillages quotidiens massifs.

Les métropoles n'accueillent que les plus fortunés



La gentrification des centres villes s'est poursuivie et s'est étendue aux quartiers plus périphériques. L'immobilier est totalement inaccessible même pour les classes moyennes supérieures. La spécialisation socio-spatiale est totale. La fin de toute mixité sociale a désagrégé la société, entraînant chez les citoyens un repli sur soi et l'incapacité de participer à des actions communes.

L'ESS n'est plus universelle



On parle de "polarisation" de l'ESS : d'un côté elle est constituée de structures ne faisant que de la réparation des dégâts du capitalisme, caritatives ou gestionnaires de services ne créant plus d'action commune, de l'autre elle s'incarne dans des soit-disant "startup éthiques" dont les services ne sont accessibles qu'aux plus aisés.